

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/74

5 décembre 1995

(95-3955)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

REPONSE DU PEROU AUX QUESTIONS POSEES PAR LE CANADA¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente du Pérou a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 novembre 1995.

Au Pérou, les accords résultant du Cycle d'Uruguay ont été approuvés par la Résolution législative n° 26407 du 18 décembre 1994 et sont entrés en vigueur le 1er janvier 1995. Ces accords font partie de la législation nationale; par conséquent, l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes est directement applicable. A l'heure actuelle, le Pérou ne dispose d'aucune loi ni d'aucun règlement spécifique en matière de sauvegardes.

Les dispositions de l'Accord de Carthagène en matière de sauvegardes, ainsi que la Résolution n° 70 de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), sont uniquement applicables dans le cadre des accords négociés au sein du Groupe andin et de l'ALADI. Comme chacun sait, ces accords octroient des préférences tarifaires. Lorsque le Pérou applique une mesure de sauvegarde à un produit qui a fait l'objet de négociations dans ce cadre, il réduit ou élimine la préférence, ramenant ainsi le droit en vigueur au niveau de la nation la plus favorisée (NPF).

Il convient d'indiquer clairement qu'en matière de sauvegardes, il existe pour le Pérou deux cadres bien définis:

- le cadre multilatéral qui est régi par l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. Il est envisagé d'élaborer un règlement au cas où il serait nécessaire d'appliquer cet accord et, comme il va de soi qu'un règlement ne peut aller à l'encontre du texte qui en est à l'origine, ce règlement sera nécessairement conforme aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes; et
- le cadre de l'intégration régionale et sous-régionale, dans lequel sont mises en oeuvre les dispositions établies par le Groupe andin et l'ALADI en matière de sauvegardes, uniquement applicables aux pays qui sont parties aux accords d'intégration.

¹G/SG/W/56.